



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2841>

Denis Thomas : après le Â« grand débat Â» , la duperie continue.

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Mai 2019 -



L'École Émancipée

Soit disant présentée comme une conclusion au grand débat, les annonces d'E. Macron ne répondent pas aux revendications exprimées par le mouvement des GJ et par les organisations syndicales.

A L'aspiration à plus de justice fiscale, E Macron répond par la baisse des impôts sans mettre à contribution les plus riches et sans toucher aux dispositifs d'allègements des cotisations très favorable aux grandes entreprises. Pour financer en partie ces annonces, les français seraient incités à travailler davantage, c'est à dire à partir en retraite plus tard ou alors avec une retraite amputée.

A l' exigence de plus de services publics, E. Macron annonce plus de fonctionnaires sur le terrain mais met en perspectives de nouvelles réductions de la dépense publique, justifiant ainsi des réorganisations, des externalisations, des suppressions de missions et d'emplois publics.

Car malgré les déclarations de bonnes intentions, la réforme de l'État se poursuit avec l'annonce d'un nouvel acte de décentralisation et un renforcement de la déconcentration. Sont ainsi évoquées une réforme de la loi NOTRe, une future réforme constitutionnelle, l'adaptation régionale des normes, des privatisations (barrages hydroélectriques, AdP situation sur laquelle il faut suivre le référendum d'initiative partagé ...). Annoncée également une profonde réorganisation de l'administration visant à donner plus de pouvoir et de responsabilités aux préfet.es de département avec une nouvelle vague de réorganisation des services déconcentrés en Directions Départementales Interministérielles (DDI).

La volonté de remettre plus de fonctionnaires sur le terrain est conditionnée à des fermetures de postes dans les administrations centrales. Le déploiement de structures « France services » dans chaque canton sur le modèle des Maisons de Services Au Public (MSAP) où serait regroupé l'accueil pour le public de services de l'État, est prévu alors que l'existant est source de critiques et ne remplit pas pleinement les missions de services publics, comme le constate la Cour des comptes.

Il en est de même des enjeux autour d'une transition écologique juste socialement... Toutes les mesures structurelles permettant la prise en compte de l'urgence climatique ont été repoussées ou différées alors que les mesures nécessaires sont déjà bien connues ... La multiplication des bidules (haut conseil pour le climat, agence nationale de la cohésion des territoires...) ne fait pas illusion.

Nous assistons clairement à un recul organisé de l'État garant de l'intérêt général. Notre fédération est opposée à des réorganisations de services et à des arbitrages budgétaires qui se traduiraient par une aggravation des inégalités sociales et territoriales et par une dégradation des services publics. Il est nécessaire de poursuivre la construction des convergences et de mener une vaste campagne de conviction auprès de l'opinion publique, notamment avec la Convergence des SP, contre la politique d'E. Macron et pour répondre aux revendications de justice sociale et de services publics. Cela implique de donner rapidement des suites aux mobilisations dans l'éducation et la Fonction Publique avec la perspective de nouvelles initiatives sans exclure le recours à la grève dans une période où les orientations budgétaires pour 2020 vont être d'actualité.